

Hebdo gratuit diffusé par internet
Adresse courriel : mnr.hebdo@bbox.fr

Sommaire

Editorial ; Un interview important !

1. Entretien intégral de Bruno Mégret dans Le Point
2. Le président al-Assad affirme à une délégation parlementaire belge que ce qui se déroule en Syrie est tout à fait différent de ce qui est dépeint par certains politiciens et des mass médias
3. Bogdanov examine avec trois émissaires de l'Onu la situation dans la région
4. La Commission européenne enterre l'initiative citoyenne européenne
5. Les industries extractives accusées de creuser les inégalités au Niger
6. Enquête : les folies du Président gabonais Ali Bongo
7. PAQUES
8. Doubler le nombre de mosquées? Fatima n'en veut pas
9. « Mr le Recteur de la mosquée de Paris, vous êtes un traître à la nation française »
10. François Hollande a déjà préparé ses vœux pour 2016

N°107 -10 avril 2015

Edito.: Un interview important !

Vous trouverez dès la page 2 de notre hebdo, l'intégralité de l'interview, donné par Bruno MEGRET, au journal LE POINT.

Je vous invite à lire et à transmettre cet article à tous vos amis ou connaissances, sans modération.

Cette rare intervention de notre président, est précieuse, et doit vous permettre de mieux comprendre, sa retraite politique, qui comme vous le constaterez n'est que provisoire.

Comme à l'habitude, ses réponses sont réfléchies, pertinentes et coulent du bon sens. Sa vision de la politique française actuelle est très juste.

Une fois de plus, il prouve, s'il en était encore besoin, qu'il est un homme politique visionnaire, et que si le vent du bon sens politique des Français venait à souffler, Bruno MEGRET, pourrait jouer un rôle important dans le redressement de la France.

Francis Bocquillet

Pour recevoir gratuitement ce bulletin d'information, Il vous suffit de en vous inscrire à notre liste de diffusion :

En envoyant un courriel vide à : liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr Vous pouvez nous contacter à :

Mouvement national républicain B.P. 10008 93161 NOISY-LE-GRAND CEDEX Tél.:09.51.45.84.93

Les informations retransmises dans ce bulletin le sont sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité du

Mouvement National Republicain. *L'opinion des auteurs ne coïncide pas forcément avec la position du MNR*

Désinscription: envoyez un courriel vide à liste-diffusion-unsubscribe@m.n.r.fr

Entretien intégral de Bruno Mégret dans Le Point

Comment analysez-vous la progression électorale du Front national depuis que Marine Le Pen a pris les commandes ?

Marine Le Pen a mis en œuvre une partie de la stratégie qui était la mienne. Elle a mené une action efficace de dédramatisation comme celle que je souhaitais conduire et qui m'avait amené à entrer en conflit avec son père, conflit qui a provoqué la scission entre les partisans de Jean-Marie Le Pen et les miens en 1999. À l'époque, je voulais déjà en finir avec les dérapages et les références sulfureuses qui empêchaient le FN de progresser.

Elle a aussi, comme je l'avais fait, engagé une stratégie d'enracinement territorial pour disposer partout en France d'élus et de structures qui puissent relayer l'action et le discours. Enfin, elle affiche l'objectif clair d'arriver au pouvoir. La politique en effet n'est pas faite pour témoigner. Elle n'a de sens que dans l'exercice du pouvoir pour servir un idéal au bénéfice de nos compatriotes et de notre nation.

De ce point de vue, les résultats de Marine Le Pen sont au rendez-vous.

Pourquoi Marine Le Pen a-t-elle réussi à mettre cette stratégie en place alors que vous avez échoué ?

Elle a pu le faire parce qu'elle est la fille de son père. Le Pen a toléré de sa part ce qu'il refusait obstinément lorsque cela venait de moi.

Elle s'appuie aujourd'hui sur les anciens cadres du MNR comme Nicolas Bay, ou Steeve Briois. Vous ne considérez pas ça comme une trahison de leur part ?

Maintenant que je suis en retrait de la politique, je ne vais pas reprocher à d'autres de continuer là où ils pensent pouvoir être utiles.

Que manque-t-il au FN pour arriver au pouvoir ?

Ce qui crée la dynamique électorale du Front aujourd'hui, c'est la dédramatisation assortie paradoxalement d'une très forte image anti-système héritée de son passé, mais c'est aussi et surtout l'aggravation du sort des Français et le rejet de la classe politique. De ces quatre facteurs, seule la dédramatisation résulte d'une action volontariste du parti. Pour arriver au pouvoir, tout reste donc à faire. Le défi principal que le FN doit relever est celui de la crédibilité. Car les électeurs qui votent FN le font par exaspération et par colère et non par adhésion à son programme. Celui-ci, notamment sur la question économique, manque en effet de réalisme. Il est absurde

de vouloir se mettre à la remorque de la gauche sur les retraites, sur les 35 heures et sur toute une série de dispositions dont on mesure aujourd'hui combien elles sont pénalisantes pour l'économie française.

La sortie de l'Union européenne, par exemple ?

On ne peut pas donner un avenir à la France en annonçant purement et simplement la sortie de l'euro et de l'Europe. Il faut combattre l'organisation bruxelloise, sa bureaucratie, son caractère tentaculaire, sa propension à nous asservir aux Américains et aux impératifs mortifères de l'immigration et de la mondialisation sauvage. Mais il est absurde de vouloir revenir à une France isolée car nous sommes entrés dans un monde multipolaire caractérisé par le choc des civilisations. Notre pays n'aura un avenir que s'il participe à une Europe qui se reconstitue en pôle de puissance pour défendre ses intérêts, son identité, son indépendance et ses valeurs. Je crois qu'une nation est en expansion ou en régression. Si on renonce à la puissance, on entre en déclin. L'avenir de la France n'est pas dans la poursuite chimérique de son passé. Il est dans la participation à un pôle de puissance européen capable de changer le monde et d'instaurer notamment une régulation des échanges internationaux.

Vous semblez critiquer la ligne préconisée par Florian Philippot. A-t-il trop d'influence sur Marine Le Pen et le FN ?

Un dirigeant politique doit penser par lui-même et j'espère que Marine Le Pen se détermine en fonction de ses propres convictions.

Le problème de crédibilité du FN n'est-il qu'économique ?

Marine Le Pen doit aussi acquérir de la crédibilité en s'entourant d'une équipe nombreuse de personnalités performantes et compétentes. Elle dispose certes de quelques individualités mais, paradoxalement, son père était mieux entouré qu'elle.

Comment jugez-vous la gestion actuelle des villes gagnées par le FN en 2014 ?

La gestion des villes détenue par le FN me paraît bénéfique tant en ce qui concerne la sécurité que l'assainissement fiscal. C'est ce qui avait été fait à Vitrolles et dans les trois autres villes gagnées en 1995, mais à l'époque nous avons dû subir des campagnes de désinformation qui avaient scandaleusement occulté les résultats que nous avions obtenus. Aujourd'hui heureusement, les villes du FN peuvent plus facilement faire connaître leurs réalisations.

Pensez-vous que la stratégie anti-UMPS du Front national est une stratégie gagnante?

Il est logique de dénoncer l'UMPS dans la mesure où, depuis des décennies, les dirigeants de l'UMP et du PS mènent pratiquement la même politique. Mais on ne peut pas pour autant traiter les deux camps de la même manière car les militants, les sympathisants et les élus de base de l'UMP n'ont pas les mêmes valeurs que la gauche et s'avèrent idéologiquement beaucoup plus proches des électeurs du FN. La sagesse serait de leur tendre la main. Sinon, il se passera ce qui est arrivé au second tour des départementales : un vote de rejet de l'électorat UMP à l'égard du FN. La politique exige la désignation claire de l'adversaire principal, et pour moi, ce ne peut être que la gauche. Quant à la droite traditionnelle, elle a, au-delà de ses dirigeants, vocation à s'allier avec le FN. Aussi ce dernier, s'il veut la victoire, doit-il développer une stratégie d'alliance et d'union de la droite. Penser qu'on peut arriver seul au pouvoir est une grave erreur, personne n'y est parvenu.

Mais la droite semble exclure toute alliance avec le FN...

Cette attitude des dirigeants de l'UMP est absurde : ils se conforment au diktat de la gauche. C'est ce genre de comportement qui les coupe du peuple et les éloigne de leur électorat.

Sommes-nous entrés dans l'ère du tripartisme ?

Oui, mais un tripartisme où chacun des trois acteurs se trouve dans une impasse.

Le PS est dans une impasse idéologique. Car dans le registre de gauche qui est le sien, il n'a plus rien de crédible à offrir : après la retraite à 60 ans, il ne va pas instaurer la retraite à 55 ans et après la semaine de 35 heures, il ne va pas proposer la semaine de 30 heures. Les frondeurs du PS qui voudraient continuer d'aller dans ce sens ne proposent d'ailleurs aucune mesure concrète car aujourd'hui plus rien n'est possible dans cette voie. Les socialistes ont dès lors essayé de trouver une issue idéologique par le truchement des réformes sociétales, comme le mariage homosexuel, mais cette stratégie a ses limites elle aussi, car elle se heurte aux résistances de fond de la société française. En réalité, le PS n'a plus d'identité politique claire.

L'UMP de son côté est dans une impasse stratégique car, au moment où la société se droitise, elle cherche le salut dans l'union avec le centre. Tout en continuant à s'aligner sur le politiquement correct largement défini par une gauche pourtant défaite.

Quant au FN, il va bientôt atteindre ses limites faute d'alliés et de crédibilité gouvernementale.

Sur quoi va déboucher cette triple impasse ?

Cette situation ne restera pas figée car en politique un système tripolaire est par nature instable. Celui qui est amené à disparaître est généralement celui qui se trouve au centre, en l'occurrence l'UMP. Ce parti a vocation à éclater en deux formations. La composante centriste, très importante parmi les dirigeants, mais fort peu représentée parmi les militants et les électeurs, occupera un espace résiduel entre la droite et la gauche. Quant à la composante droitiste qui devrait être l'avenir de l'UMP, elle pourra évoluer selon deux scénarios : ou bien elle réussira à s'imposer et à marginaliser le FN tout en acceptant des accords avec lui, ou bien c'est le contraire qui se produira et elle deviendra l'allié minoritaire d'un FN devenu dominant.

Sur la scission entre la droite et le centre, les faits ne semblent pas vous donner raison. L'alliance entre l'UMP et l'UDI a porté ses fruits lors des départementales...

C'est vrai pour l'instant. Et les dirigeants de l'UMP vont chercher à tout prix à éviter cet éclatement qui prendra donc du temps avant de se concrétiser. Ils pensent que l'union avec le centre et le respect de la pensée unique sont pour eux une garantie de survie alors qu'ils constituent un facteur de dépérissement inéluctable. Cette posture qui va à l'encontre de l'évolution à droite de la société française ne peut en effet qu'agrandir le fossé entre la classe politique et les Français. Le maintien de l'UMP dans une démarche centriste et politiquement correcte ne peut que décourager son électorat potentiel.

Sarkozy a-t-il eu raison de suivre la ligne Buisson lors de ses campagnes électorales ?

La ligne Buisson était la bonne. Elle a conduit en 2007 à la victoire de Sarkozy. Malheureusement elle s'est limitée à des discours et n'a pas été suivie d'actes concrets. A peine élu sur une ligne droitiste, il a en effet nommé des ministres de gauche et n'a entrepris aucune réforme d'envergure pour donner corps à ses discours de campagne. En 2012, il a voulu réitérer mais évidemment cela n'a pas marché car les électeurs lui en ont voulu et se sont méfiés de lui avec raison. En 2007, Sarkozy aurait dû prendre des ministres ayant une sensibilité droite nationale. Il pouvait alors créer une dynamique qui aurait marginalisé le FN et fait de l'UMP un grand parti de droite capable de rénover notre nation.

Pour en revenir au FN, comment jugez-vous la campagne qui a été menée ?

J'ai surtout été peiné de voir que le FN ne s'était pas engagé pleinement dans la lutte contre le mariage homosexuel. Le mariage conçu comme l'union d'un homme et d'une femme pour fonder une famille et élever des enfants n'est pas seulement une institution chrétienne. Il était également la norme chez les Romains et chez les Grecs, lesquels n'étaient pourtant pas particulièrement sectaires à l'égard de l'homosexualité. C'est donc une institution vieille de plus de 4 000 ans qui a été bafouée par M. Hollande sans que la droite nationale s'affiche clairement dans ce combat. Je le déplore.

Finalement, vous êtes pour la dédramatisation, mais contre la normalisation du FN...

Il faut trouver le bon équilibre entre la dédramatisation et la normalisation. Une trop grande normalisation conduirait à faire du FN le troisième parti du système et donc à devenir inutile. Il doit rester très ferme sur la question de l'identité, de l'immigration, de l'islamisation, qui est le déclencheur principal du vote FN et l'un des dangers majeurs pour l'avenir de la France.

À part interdire le mariage homosexuel, quelles mesures prendriez-vous si vous étiez aux manettes de la France ?

Il y en a beaucoup mais une décision capitale à prendre serait d'arrêter l'immigration. Chacun se focalise sur les problèmes qu'elle suscite comme ceux liés à l'islam, au terrorisme, au jihadisme, à la laïcité ou aux cités sensibles. Tout le monde devrait donc tomber d'accord sur une mesure de sauvegarde qui, en stoppant toute nouvelle immigration, éviterait d'aggraver les problèmes qu'on peine à résoudre. Pour le reste, il faudrait rétablir le principe de l'assimilation. Tout étranger souhaitant devenir Français devrait observer nos règles, franciser son prénom et sa tenue vestimentaire, chercher à se fondre dans le peuple français. Ceux qui refuseraient l'assimilation, ou en seraient incapables, auraient vocation à quitter le territoire national. Si on ne rétablit pas ces principes, notre pays risque de voler en éclats sous les coups du communautarisme. Ceux qui s'imaginent qu'on peut créer un nouveau pays islamo-africano-hexagonal sur la simple base de lois communes se trompent lourdement. Le « vivre ensemble » nécessite en effet une histoire, une identité, une culture, une fierté communes, bref il exige de retrouver les dimensions d'une vraie nation.

Pour vous, l'Islam est-il compatible avec la République ?

L'islam n'est pas compatible avec la République. Mais la République pourrait accepter un islam minoritaire qui serait solidement encadré par l'État. Il faut savoir qu'il existe certaines dispositions du Coran qui dispensent les croyants d'observer tous les préceptes islamiques s'ils vivent dans un pays non-musulman. Il pourrait donc être organisé un islam français dont les adeptes, appliquant ce principe, s'engageraient à respecter toutes nos règles dans l'espace public. Mais pour cela, il faudrait une volonté politique très forte.

Que pensez-vous de la théorie du grand remplacement (des Français par des immigrés, notamment musulmans) de Renaud Camus ?

Il y a indéniablement une faiblesse démographique des Français de souche et une arrivée constante d'immigrés ayant une forte natalité. Cela crée une dynamique qui va dans le sens de cette analyse. C'est un fait objectif.

Marine Le Pen peut-elle être élue en 2017 ?

La situation politique est tellement déstabilisée qu'aujourd'hui tout est possible.

Êtes-vous réconcilié avec Jean-Marie Le Pen depuis la scission ?

On ne peut pas dire cela. Nos relations se sont normalisées.

Êtes-vous sollicité par des membres du FN ou d'autres membres de la classe politique ?

J'ai conservé beaucoup de contacts dans le milieu politique, mais je ne vais pas commencer à en dresser ici la liste.

Seriez-vous prêt à vous engager à nouveau en politique ?

Je reste passionné par la politique. Je serais prêt à m'engager à nouveau mais encore faudrait-il que se présentent des opportunités qui en valent la peine. D'ici là, je termine la rédaction d'un ouvrage qui ouvre des perspectives optimistes pour notre nation.

Hugo Domenach et Alexis Boyer **Le Point**

Le président al-Assad affirme à une délégation parlementaire belge que ce qui se déroule en Syrie est tout à fait différent de ce qui est dépeint par certains politiciens et des mass médias

25/03/2015



Damas/ Le président Bachar al-Assad a reçu aujourd'hui une délégation parlementaire et partisane belge présidée par le membre du Parlement flamand, Filip Dewinter.

Au cours de l'entretien, le président al-Assad a affirmé que ce qui se déroule en Syrie est tout à fait différent de ce qui est dépeint par des politiciens et des mass médias qui déforment l'Opinion publique dans leurs pays, au service d'une déficience visuelle et d'intérêts étroits qui ne servent pas leurs peuples.

Le président al-Assad a ajouté que les délégations qui visitent la Syrie et rencontrent les Syriens pourraient contribuer à la correction de l'opinion publique de leurs peuples à propos de la vérité de la guerre antiterroriste en Syrie.

Il a ajouté que certains pays européens commettent des erreurs graves en s'alliant avec des pays soutenant le terrorisme qui déforme l'image de l'Islam, affirmant que les organisations terroristes et les parties qui les soutiennent ne représentent pas l'Islam juste qui rejette toute forme de violence et qui se base sur la tolérance et la fraternité.

Les membres de la délégation belge ont affirmé que la Syrie est en 1^{ère} ligne de front face à l'extrémisme et au terrorisme, et qu'elle est la seule qui fait face aux terroristes, précisant qu'en cas de l'effondrement de cette ligne le terrorisme parviendra aux pays européens, « ce qui implique la solidarité avec la Syrie dans sa guerre », ont-il ajouté, précisant qu'un nombre de partis et de responsables occidentaux ont maintenant cette conviction.

Ils ont affirmé avoir saisi en Syrie la volonté de vie en dépit de la souffrance quotidienne dont souffrent les Syriens en raison des crimes perpétrés par les groupes terroristes et de l'embargo imposé au pays depuis plusieurs années.

Mouallem souligne le rôle des parlements européens dans la transmission de la vérité des événements en Syrie à leurs peuples

Le vice-président du Conseil des ministres, ministre des Affaires Etrangères et des Expatriés, Walid Mouallem, a souligné le rôle des parlements européens dans la transmission à leurs peuples de la vérité de ce qui se passe en Syrie loin de l'image que certains médias, appartenant à des conspirateurs contre le peuple syrien, œuvrent pour véhiculer.

Mouallem a discuté avec la délégation parlementaire belge qu'il a rencontrée aujourd'hui des relations entre la Syrie et les peuples occidentaux qui ont compris la réalité de ce qui se passe en Syrie et le rôle de certains gouvernements arabes, régionaux et occidentaux dans le soutien du terrorisme par le biais du financement et de l'entraînement des terroristes en Syrie.

“La Syrie continue à lutter contre le terrorisme”, a affirmé Mouallem qui a souligné l'importance d'une coopération internationale pour lutter contre ce phénomène.

Mouallem a, de même, fait noter que les sanctions unilatérales injustes imposées à la Syrie visent les conditions de vie du citoyen syrien.

Pour sa part, Dewinter a indiqué que la poursuite de la fermeté de la Syrie est devenue une nécessité pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme dont la Belgique et l'Europe souffrent après que ces phénomènes y sont arrivés, affirmant qu'il œuvrera avec ses collègues pour transmettre la vérité de la situation en Syrie et la souffrance du peuple syrien en raison des sanctions qui visent la Syrie et sa civilisation.

Zou'bi appelle les médias européens à visiter la Syrie pour y prendre connaissance de la réalité des événements

Le ministre de l'information, Omrane Zou'bi, a appelé les journalistes et les médias européens, notamment ceux belges, à visiter la Syrie pour s'y informer de la réalité et de l'ampleur de sabotage dû aux actes des réseaux terroristes armés, plus particulièrement, “Daech” et le “Front Nosra”, dans les universités, les écoles, les églises et les mosquées.

Rencontrant aujourd'hui une délégation parlementaire belge, Zou'bi a fait savoir que les sanctions européennes injustes imposées à l'information syrienne avaient entravé l'accès de la réalité des événements s'y déroulant au monde entier, affirmant que certains médias occidentaux continuent à déformer les faits et à fabriquer des mensonges sur la Syrie.

Le ministre de l'information a informé les membres de la délégation belge de l'appui apporté par les Etats-Unis, la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Jordanie et autres pays, aux réseaux terroristes armés.

Il a, de même, souligné l'afflux en Syrie il y a quelques jours, à travers les frontières avec la Turquie et la Jordanie, des centaines de terroristes que les Etats-Unis avaient entraînés en Arabie Saoudite, en Jordanie et en Turquie.

Pour sa part, Dewinter a présenté ses excuses à la Syrie pour la politique adoptée par le gouvernement de son pays, affirmant que cette politique était derrière l'entrée de plus de 450 belges en Syrie pour adhérer au réseau terroriste de "Daech".

Dewinter a, de même, indiqué que les politiques occidentales, notamment celle des Etats-Unis, n'aident point à lutter contre le terrorisme, affirmant sa confiance en l'incapacité des raids, menés par la Coalition internationale contre les positions de "Daech", de vaincre ce réseau terroriste.

La commission des affaires arabes et extérieures à l'Assemblée du peuple examine avec la délégation parlementaire belge la situation en Syrie

La commission des affaires arabes et extérieures à l'Assemblée du peuple s'est entretenue avec la délégation parlementaire belge de la réalité de ce qui se passe en Syrie d'une guerre systématique conduite par des forces mondiales par le biais des agents terroristes visant toutes les composantes humaine, économique, sociale et culturelle du peuple syrien.

La présidente de la commission, Fadia Dib, a insisté sur l'importance de la visite de la délégation parlementaire belge pour s'informer de la réalité sur le terrain en vue de la transmettre à l'opinion publique dans son pays.

Elle a fait noter que ce qui se passe en Syrie est un conflit avec le terrorisme venant de la majorité des pays du monde et soutenu par des forces internationales et régionales.

De leur côté, les membres de la commission ont mis en garde contre la gravité des violations menées par les terroristes à l'encontre des enfants et des femmes.

Ils ont appelé les membres de la délégation à transmettre la réalité de ce qui se passe en Syrie au Parlement belge et aux Parlements européens et à exercer des pressions sur les gouvernements européens pour qu'ils changent leurs politiques envers la Syrie et appliquent les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'arrêt de l'appui aux terroristes.

De son côté, le chef de la délégation Dewinter a indiqué que l'objectif de cette visite est de prendre connaissance des faits sur le terrain, soulignant que la délégation a l'impression qu'il y a des nouvelles incorrectes véhiculées par les médias européens sur la Syrie.

"Il est de notre devoir de suggérer aux Parlements européens et à nos gouvernements de mettre fin à l'embargo imposé au peuple syrien et de renouer les relations diplomatiques avec la Syrie", a-t-il dit.

R.F. / R.B. / A. Cha

Bogdanov examine avec trois émissaires de l'Onu la situation dans la région

30/03/2015



Moscou / L'envoyé du président russe au Moyen-Orient, vice-ministre des affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a examiné avec les émissaires de l'ONU, pour la Syrie, Staffan De Mistura, pour le Yémen Jamal bin Omar, et pour la Libye Bernardino Leon, la situation dans la région, mettant l'accent sur la nécessité de nouer un dialogue national élargi dans ces pays.

Dans un communiqué publié par le ministère russe des affaires étrangères et rapporté par le site « Russia Today », le ministère a souligné que les entretiens de Bogdanov avec les trois émissaires onusiens ont porté sur les efforts internationaux visant à régler les crises dans les trois pays et la nécessité d'y tenir un dialogue national élargi avec la participation de toutes les forces politiques et sociales, de préserver leur intégrité territoriale et leur souveraineté et de faire face aux activités des groupes terroristes.

D'autre part, Bogdanov a affirmé journal libanais «Assafir», la disposition de son pays à jouer le rôle de médiateur dans la crise yéménite si les Yéménites l'aurait demandé.

Questionné sur la position russe à l'égard de «l'intervention militaire» au Yémen, Bogdanov a souligné que la Russie attend davantage de consultations avant de prendre des pas à ce sujet.L.A.

La Commission européenne enterre l'initiative citoyenne européenne

3 AVRIL 2015 par LES4V



En réponse aux critiques qui s'accumulent à propos de l'« initiative citoyenne européenne », **la Commission européenne a répondu qu'elle ne changerait rien.** Bref, que la chose allait mourir de sa belle mort, sans qu'il y ait besoin de sédation profonde... Conformément à ce qui était prévu, mais cela elle ne le dit pas.

[...] Cette innovation démocratique majeure du traité de Lisbonne était censée permettre la participation des citoyens au processus de décision européen. C'était une exigence pour rapprocher les citoyens de Bruxelles, pour combler le « déficit démocratique » dont souffre l'UE, etc. [...] Selon le traité de Lisbonne, l'« initiative citoyenne européenne » devait être mise en place dès l'entrée en vigueur du traité, mais la Commission avait encore mis deux ans et demi pour mettre au point le dispositif, en faisant croire que c'était une grande concertation entre le Conseil, le Parlement, et les citoyens, alors qu'elle décidait de tout toute seule (comme d'habitude). Car il fallait faire en sorte qu'il soit impossible qu'une initiative citoyenne puisse aboutir à une remise en cause de quelque diktat que ce soit de la Commission, tout en faisant miroiter le progrès démocratique majeur de la chose. On voit, trois ans plus tard, le résultat. 51 initiatives ont été enregistrées par la Commission. Sur ces 51, il y en a... deux qui ont abouti. Qui ont abouti... à rien.

La première a été celle du « droit à l'eau » (gestion publique de l'eau) qui demandait une proposition de loi reconnaissant le droit humain à l'eau, ou l'engagement formel de ne lancer aucune initiative incitant à libéraliser ce service, et la confirmation que les services d'eau et d'assainissement seraient exclus du Partenariat transatlantique. L'initiative citoyenne a effectivement pour finalité d'obliger la Commission à élaborer un projet de loi. Mais la Commission a répondu par de bonnes paroles strictement verbales...

La deuxième a été « Un de nous », l'initiative visant à protéger l'embryon humain, notamment en interdisant toute activité qui conduise à détruire un embryon. La Commission a répondu que c'était déjà « réglementé »... Les organisateurs ont porté plainte devant la Cour européenne de Justice, qui a obligé la Commission à formuler une nouvelle réponse. Celle-ci vient de le faire, ce même 31 mars. Elle répond... qu'elle a le droit de répondre comme elle l'entend. Sic.

Comme, le même jour, la Commission fait savoir qu'elle ne changera rien au processus, on voit que la preuve est faite que c'était une mauvaise farce, et qu'il faut être singulièrement optimiste, ou plutôt inconscient, ou avoir du temps à perdre, pour tenter de nouvelles initiatives.

D'ailleurs les demandes ont déjà chuté de façon spectaculaire l'an dernier.

[Les industries extractives accusées de creuser les inégalités au Niger](#)

Le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB) vient de rendre publics les résultats d'une étude sur les droits de l'homme et les industries extractives sur l'ensemble du Niger. L'étude, menée un an durant sur les zones d'exploitation de l'uranium, du pétrole et de l'or, révèle que plusieurs droits sociaux et environnementaux sont impactés.

« C'est une petite fille qui a l'âge d'aller à l'école, mais malheureusement, que l'on a trouvée sur un site d'extraction artisanale de l'or. Le travail des enfants y est très élevé », rapporte Naomi Binta, coordinatrice de l'étude du Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire. Une étude qui révèle que plusieurs droits sociaux sont impactés dans les zones visitées, « même l'accès à l'eau potable ».

Selon Ali Idrissa, coordinateur du ROTAB et membre de l'organisation Publiez ce que vous payez, « ces populations subissent des impacts environnementaux, des impacts sur la santé humaine ». Des impacts documentés à plusieurs reprises, notamment en 2010 par l'ONG Greenpeace. Il existe également des inégalités dans le traitement salarial des agents dans certains secteurs : « 12% seulement est réservé aux Nigériens, les 88% vont dans les poches des Chinois, il s'agit de l'exploitation du pétrole », affirme ainsi Ali Idrissa.

L'étude du ROTAB est assortie de plusieurs recommandations, à destination des acteurs des industries extractives d'une part, mais aussi, et d'abord, à destination de l'Etat du Niger, un pays producteur d'uranium depuis cinq décennies, d'or depuis une décennie et de pétrole depuis trois ans. « L'Etat doit mettre à la disposition des services et concentrer suffisamment de moyens pour qu'ils puissent faire face à leur mission », juge le ROTAB.

Le réseau plaide également pour que la loi sur les industries extractives du 9 août 2006 soit complétée « en vue de pouvoir prendre en charge les autres paramètres dus à l'exploitation des ressources naturelles du sous-sol et obliger les compagnies à respecter scrupuleusement les lois et les règlements de notre pays ». Aux citoyens, il est recommandé de s'approprier tous les textes sur les lois minières.

RFI

Enquête : les folies du Président gabonais Ali

Bongo Publié le 4 avril 2015



Après sa prise de pouvoir en 2009, le chef de l'Etat gabonais avait sonné le glas de gabegie et de la dilapidation des fonds publics. Vu de tous, ce n'était pas une mauvaise chose. Mais cinq ans après son discours, sa volonté s'apparente à un véritable mythe de Sisyphe. L'orthodoxie financière est mise à mal par son goût effréné du luxe et ses rêves d'enfance. De Libreville, à Paris, en passant par Londres, New-York, etc., le président de la République brille par des folies de grandeur. Aux frais du contribuable.

C'EST l'histoire d'un enfant gâté, qui [continue](#) à réaliser ses rêves avec l'argent public. A 55 ans, Ali Bongo Ondimba ne semble pas avoir fini sa crise d'adolescence. Il se livre à toutes sortes folies dispendieuses partout où il passe, attirant sur lui des regards concupiscents.

Achat d'un baby foot en cristal, organisation de courses de bateau, carnaval des femmes brésiliennes dénudées, compétitions sportives onéreuses, acquisition des véhicules rutilants, des résidences parmi les plus chères du monde, achat d'un jet privé à son épouse, etc. Le chef de l'Etat gabonais est tout sauf un modèle d'orthodoxie financière.

Selon nos investigations, les Rolls Royces et autres Bentley qu'il avait commandés après sa prise de pouvoir en 2009 ont coûté 10 milliards de francs CFA à l'Etat gabonais. Et chaque année, il doit se procurer tous les nouveaux modèles de luxe qui sortent des plus prestigieuses usines automobiles du monde.

Son entourage le décrit comme un homme obnubilé par un luxe ostentatoire, qui n'hésite pas de dépenser des fortunes pour des prunes. « Il aime le luxe et il n'achète que ce qui fait la différence. Il veut souvent se placer au-dessus des autres », relève un proche de la famille du

président.

Et de justifier le caractère de ce dernier par l'enfance qu'il a connue au sein de sa famille. « Fils de président, il était un enfant gâté. Il pouvait aller interrompre la discussion entre son père et ses homologues pour lui présenter le catalogue d'une nouvelle version de voitures qu'il voulait acquérir », renchérit l'un des proches collaborateurs d'Ali Bongo Ondimba.

GATERIES IMMOBILIERES. Depuis son arrivée à la tête du pays, la présidence de la République ne dépense pas moins de 500 milliards de francs CFA par an, d'après une source proche du palais du bord de mer. Les rêves d'enfant gâté du locataire des lieux constituent un véritable gouffre à sous. Selon un journal britannique, le chef de l'Etat gabonais aurait dépensé 20 milliards de francs CFA à l'achat de la maison de Mayfair du magnat de l'immobilier irlandais Derek Quinlan.

Il utilise des fonds publics pour s'offrir des gâteries immobilières pour combler en priorité ses [propres](#) besoins pendant que le peuple patauge dans le sous-développement et la misère, dénoncent ses opposants. Depuis 2009, il a acheté en priorité trois propriétés à l'étranger pour près de 100 milliards de francs CFA, renchérit un autre journal anglais.

L'autre grande acquisition, précise le journal, est l'[Hôtel](#) de Maisons, également appelé Hôtel de Longueil, situé au 49/51 rue de l'Université à Paris. Il a été vendu le 21 avril 2010 à l'Etat Gabonais pour environ 100 millions d'euros dans des circonstances douteuses. Le président du Gabon Ali Bongo serait le principal bénéficiaire de cette transaction.

A en croire La Lettre du Continent, Ali Bongo a dernièrement acquis la villa située dans le quartier huppé de La Sablière à Libreville, jadis propriété de sa défunte sœur Albertine Amissa Bongo. Le coup de l'acquisition était chiffré à 5 milliards F CFA et la vendeuse n'était autre que sa mère Joséphine Kama Dabany, avance le journal confidentiel. La villa serait destinée à la fille aînée d'Ali Bongo Ondimba, Malika Dossou Bongo, du reste, maire adjoint de la commune d'Akanda.

Les véhicules et gadgets occupent une place de choix dans les dépenses d'Ali Bongo Ondimba, confient ses proches. Il a acquis une Bentley à plus de 200.000 euros, une Ferrari 456 GTA à 75 000 euros, une Mercedes S600 limousine à 158 200 euros et une Porsche 911 Carrera à 81 116 euros. Par ailleurs, la course de F1 de bateaux au Gabon a coûté 19 milliards de F CFA à l'Etat gabonais.

GENEROSITE INTERESSEE. Entre avril 2010 et avril 2011, Ali Bongo Ondimba et son épouse ont dépensé dans les restaurants huppés français 926 000 €,

dont 144 000 € chez Hermès et 132 000 € chez Van Cleef. Près d'un million d'euros chez Hermès et Van Cleef réglés avec quatre cartes American Express Centurion. Disponible uniquement sur invitation, la carte Centurion est l'apanage des grosses fortunes de la planète.

Le match de football qui avait opposé les équipes nationales Brésil-Gabon, joué à la demande d'Ali Bongo Ondimba, aurait coûté 1 million de dollars payé par le contribuable. Son épouse a dépensé un million d'euros dans un magasin de luxe à Paris, au rythme 656 000 000 FCFA en un jour. Lors d'un séjour parisien, le couple présidentiel gabonais a dormi dans la suite royale n°115. Quatre nuits à 8 500 € (5.575635 Francs CFA) la nuitée, soit 34 000 € TTC (22.302 538Francs CFA).

A cela s'ajoutent une suite bureau à 34 000 € (22.302 538Francs CFA), une salle d'attente à 3 900 € (2.558232 Franc CFA), un secrétariat à 3 900 € (2.558232 Franc CFA), une chambre simple à 3 120 € (2. 46 570 Francs CFA), quatre chambres "Suite Royale" à 12 480 € (8.018 343 Francs CFA et trois suites junior 19 680 € pour les enfants (12. 909 234Francs CFA).

Ce qui fait une facture de 111 380 € (73. 060 491 Francs CFA). L'autre partie de la délégation logée avant et pendant la visite à l'hôtel Prince de Galles a déboursé 78 480 €. Ce qui correspond à deux dites "Champagne", huit chambres supérieures et 20 chambres simples.

Enfin, un troisième groupe d'accompagnateurs avait été hébergé dans 24 chambres de luxe à l'hôtel Méridien Etoile. Il a quitté l'établissement en laissant un chèque de 53 760 € (35. 264 248 Francs CFA). Au total, le coût d'hébergement de l'étape parisienne de la délégation gabonaise s'est élevé à 243 620 € (159.804 200 Francs CFA), d'après nos informations.

L'enveloppe de la Coupe d'Afrique des nations organisée par le Gabon était chiffrée à 400 milliards de francs CFA, soit 610 millions d'euros. La société GL Events a encaissé du Gabon 7 milliards de francs CFA pour avoir organisé au Gabon la cérémonie de clôture de la 28e Coupe d'Afrique des nations de football. Les folies financières du président Ali Bongo Rechercher Ali Bongo Ondimba ne s'arrêtent pas là. Il fait un don de deux millions cinq cent mille dollars américains (US\$ 2.500.000) à la Somalie.

Il a aussi été l'un des premiers chefs d'Etat à faire un don de 1 million dollar soit plus de 500 millions de francs CFA pour venir en aide à Haïti après le séisme. Tout comme au Japon auquel il a fait un don de un million de dollars, soit plus de 500 millions de francs CFA au Japon en mars 2011 lors du séisme et tsunami. Il a également fait don d'un milliard de F CFA à l'Unesco, à Paris.

Sa générosité intéressée s'est étendue à l'Université de l'Oregon des Etats-Unis auquel il aurait offert 54 milliards de F CFA. Le chef de l'Etat a également fait un don de un million de dollars, soit plus de 500 millions de francs CFA au Japon en mars 2011 lors du séisme et tsunami. La star américaine R. Kelly a été payée à plus de 1 million de dollars pour un seul chant solitaire en playback de son succès "I believe I can fly", devant Ali Bongo Rechercher Ali Bongo et ses invités pour l'inauguration de la fameuse zone économique de Nkok.

Ali Bongo Ondimba, grand frimeur de son époque, ne néglige pas le volet vestimentaire. En 2010, il a dépensé 88.000 euros en espèces pour l'achat des costumes chez Pape N'Diaye, couturier renommé, installé en France. La liste de folies dispendieuses du chef de l'Etat n'est pas exhaustive. Les dépenses ainsi énumérées ne sont que la face visible de l'iceberg. Au quotidien, le locataire du palais présidentiel dilapide des fonds publics pour des chapitres qui n'en valent pas la peine. Or, le pays est empêtré dans une extrême pauvreté.

J Moulenda
KOACI

PAQUES



Pâques est la plus importante des fêtes chrétiennes parce qu'elle révèle le message essentiel du christianisme. C'est la commémoration de la mort et de la résurrection du Christ. Dans cet événement se condense l'identité de la religion chrétienne. Celle-ci ne réside pas en la croyance en un au-delà, ni même dans la foi en un Dieu unique, ni dans un dieu qui meurt et renaît. Bien d'autres religions dans l'Histoire ont professé des dogmes semblables ou les véhiculent encore. Il est parfois tentant de les réunir ou de les rapprocher. Les Musulmans évoquent les religions du Livre pour apparenter celles qui se réfèrent à la Bible, le judaïsme, le christianisme et l'islam afin de souligner le fait que la dernière arrivée possède la vérité définitive.

Que Mahomet ait été influencé par les tribus juives qui vivaient dans la péninsule arabique et par les contacts avec les Byzantins chrétiens à travers les échanges commerciaux, est une évidence. Mais la référence biblique et l'unicité de Dieu sont-ils l'essentiel ? Pour les Musulmans, le monothéisme est tellement fondamental qu'ils vouent aux pires châtiments, au moins dans l'au-delà, les "associateurs", ceux qui associent plusieurs dieux... ou ceux qui, comme les Chrétiens, croient en la Trinité. En revanche, l'idée d'un Dieu qui se fait homme, non pour passer un bon moment sur terre, comme dans la mythologie grecque, mais pour être lui-même le "bouc-émissaire" qui par sa souffrance et son sacrifice va racheter les péchés des hommes, c'est l'originalité absolue du message chrétien : un Dieu qui au lieu de recevoir des sacrifices est lui-même offert en sacrifice parce qu'il est Amour plus que pouvoir terrible, un Dieu qui "désire la miséricorde, non le sacrifice".

La fidélité de Dieu à son amour pour l'humanité se traduit par la Passion du Christ. A la miséricorde de Dieu n'a pas répondu celle des hommes, mais la résurrection du Christ est aussi un appel à la rédemption, à une nouvelle vie où l'homme se montrera plus digne de l'amour de Dieu, où il fera du commandement d'amour sa "Loi et ses prophètes". La laïcité qui est souvent l'autre visage du paganisme veut confondre toutes les religions en faisant oublier l'extraordinaire modernité du christianisme, ou plutôt son exceptionnelle permanence : une religion qui préfère l'esprit à la lettre, une religion humaniste qui instaure entre Dieu et l'homme un dialogue, où Dieu n'écrase pas l'homme mais lui donne une mesure et un sens, une religion qui, en séparant le spirituel du temporel, ouvre la voie à la démocratie et à une laïcité bien comprise.

Que le christianisme ait offert d'autres visages dans son Histoire est secondaire. Qu'elles soient le fruit de la nature ou du péché originel, les tendances égoïstes et agressives de l'homme sont constantes. Les religions les tolèrent ou les encouragent parfois dans les faits. Leur message peut les favoriser ou les repousser. Manifestement, les Evangiles s'y opposent avec vigueur. C'est la raison pour laquelle on ne peut être indifférent à la souffrance des Chrétiens qui sont persécutés dans le monde, les Coptes d'Egypte, les Assyriens d'Irak, les Melkites de Syrie, ceux du Nigéria ou du Kenya, victimes d'assassinats, de tortures, de viols, d'enlèvements, ou d'attentats. Lors de son Chemin de Croix, le Pape François a dénoncé cette indifférence. Au sein d'une civilisation qui a été en grande partie façonnée par le christianisme, chacun doit se sentir solidaire de victimes dont il ne faut pas taire l'identité religieuse, non seulement parce qu'elle s'inscrit dans notre héritage, mais surtout parce qu'elle est inséparable de notre humanité.

POUR ADHERER EN LIGNE au MNR CLIQUEZ SUR CE LIEN ou recopiez le dans votre barre adresse :
http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm
NOUVEAU : Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu.

Doubler le nombre de mosquées? Fatima n'en veut pas



Quand elle a entendu ce matin, jour de Pâques, le président du Conseil français du culte musulman dire qu'il fallait doubler le nombre de mosquées en France, Fatima s'est sentie très mal à l'aise.

Fatima fait des ménages dans mon quartier. Beaucoup de ménages. Chez des retraités aisés qui l'apprécient et à qui elle rend des services dépassant le seul ménage. Fatima est parfaitement intégrée. D'origine marocaine, elle a épousé un Français dit « de souche ». Ils ont deux enfants, à qui elle veut transmettre son énergie, et son bonheur d'être devenue Française à part entière.

Elle n'est jamais allée à la mosquée. Parce que c'était comme ça. Parce qu'elle était en France. Parce que la priorité, dans sa famille, c'était s'intégrer, travailler, fonder une famille, vivre heureux. Elle y est arrivée. Elle peut en être fière.

Mais voilà que toutes les questions posées par les revendications de l'islam de France la travaillent, et ses garçons aussi. Les repas à la cantine, le voile à l'université, la construction de mosquées : tout cela la gêne, mais cela questionne aussi ses ados.

Car, au fond, la mosquée, le halal, le ramadan, le voile, Fatima n'en veut pas. Ce serait, pour elle, une régression dans son parcours. Mais combien de temps encore, pourra-t-elle refuser?

Chez ses employeurs, enseignants ou ingénieurs retraités, gentiment athées ou agnostiques, et en tout cas bien déchristianisés, Fatima trouve gentillesse,

compréhension, mais aussi complaisance pour les revendications de l'islam, au nom d'une certaine ouverture. Mais elle voit bien, en même temps, qu'ils ne savent pas ce que c'est que de vivre dans un pays islamique. Elle voit bien que, comme M. Juppé, ils n'ont jamais ouvert le Coran, et qu'ils ne connaissent pas l'islam, cet islam qu'ils soutiennent en vertu d'une prétendue laïcité, de plus en plus ouvertement antichrétienne. Et ses employeurs, il y a trois mois, étaient tous *Charlie*. Et cela l'a gênée, aussi.

En effet, *Charlie*, elle n'en veut pas plus, ni pour elle, ni pour ses enfants : la sodomie, l'insulte et la vulgarité pour tous, non, ce n'est pas son truc.

Et les petits enfants de ses employeurs, capricieux, pleins de fric, abrutis par leur Game Boy, leur [ordinateur](#), leur portable, ce n'est pas non plus l'avenir qu'elle veut pour ses enfants et ses petits-enfants.

Elle se dit qu'il y a quelque chose qui cloche dans ce pays. Tant de moyens, tant d'intelligence, tant de possibles, et ce grand vide. Islam, laïcité, *Charlie*. Drôle de Trinité...

Alors, quand elle a entendu ce matin, jour de Pâques, le président du Conseil français du culte musulman dire qu'il fallait doubler le nombre de mosquées en France, Fatima s'est sentie très mal à l'aise. Elle a compris que ce pays aux 40.000 églises s'était peu à peu vidé de sa sève, créant ce grand vide étourdissant.

Cette France en état d'apesanteur n'a-t-elle pas autre chose à proposer à ses enfants d'adoption? Et Fatima a peur, car la nature a horreur du vide. [Pascal Célérier](#)
Boulevard Voltaire

« Mr le Recteur de la mosquée de Paris, vous êtes un traître à la nation française »



Albert Chennouf-Meyer, le père d'un des militaires tué par l'islamiste Mohammed Merah, a écrit au recteur de la mosquée de Paris.

Nous publions cette lettre :

Monsieur le Recteur,

On s'est [rencontré](#) à Paris à plusieurs reprises, je suis le père du Caporal/chef Abel Chennouf, assassiné par un des vôtres, ce NAZISLAMISTE Mohamed Merah.

Jusqu'à ce jour, j'ai cru en votre ouverture d'esprit mais aujourd'hui je déchanté.

Vous êtes le même NAZISLAMISTE et un ennemi de mon pays, la France.

Vous disiez aujourd'hui au Bourget, «Celui qui ne défend pas la dignité du Prophète n'a aucune dignité».

Quel Dignité? Celle qui consiste à tuer des enfants parce que juifs?

Celle qui consiste à tuer des soldats parce qu'ils représentent la République française?

Celle qui consiste à tuer des innocents parce que non musulmans?

Aviez-vous seulement une dignité?

Et bien votre dignité n'a d'égal que celle de ceux qui assassinent de jeunes étudiants après avoir dissocié le musulman du chrétien.

Vous êtes un NAZI, un traître à la maison, la nation française.

Vous ne serez jamais chez vous en France.

Non, je ne respecte pas votre prophète, cet assassin, cet obscurantiste qui tue encore 8 siècles après sa mort.

Dégagez, rentrez en Arabie Séoudite ou au Qatar, les pays les plus grands producteurs de terroristes au monde.

Dégagez et on en a marre de votre double discours.

La France arrivera à bout des NAZISLAMITES que vous représentez, c'est une question de temps.

Aviez-vous de la dignité? Le lendemain de la mort de 150 étudiants chrétiens au Kenyan, vous faites cette déclaration, sans oublier que la veille, vous aviez demandé le doublement des constructions de mosquées en France. **Jamais.**

Vive la République.

Vive le peuple de France judéo-chrétien.

Vive la France.

Albert Chennouf-Meyer est l'auteur de « [Abel, mon fils, ma bataille](#) » »Source : [LDJ](#)

POUR ADHERER EN LIGNE au MNR CLIQUEZ SUR CE LIEN ou recopiez le dans votre barre adresse :

http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm

François Hollande a déjà préparé ses vœux pour 2016

Contre toute attente, François Hollande a déjà préparé ses vœux pour 2016, et Dreuz s'en est procuré en exclusivité une copie.



« Ô les croyants! Lorsque vous vous levez pour la Salât, lavez vos visages et vos mains jusqu' aux coudes; passez les mains mouillées sur vos têtes; et lavez-vous les pieds jusqu' aux chevilles. Ainsi réveillés, regardez tout ce que le parti Socialiste fait pour vous. Les mosquées que nous vous construisons. L' interdiction des signes chrétiens. »

« Si vous êtes pollués, alors purifiez-vous par un bain; mais si vous êtes malades, ou en voyage, ou si l' un de vous revient du lieu où il a fait ses besoins ou si vous avez touché aux femmes et que vous ne trouviez pas d' eau, alors recourez à la terre pure, passez-en sur vos visages et vos mains. Allah ne veut pas vous imposer quelque choix que vous ne voulez pas, mais Il veut vous purifier et parfaire sur vous Son bienfait. Peut être serez-vous reconnaissants en votant pour nous en 2017. »

« Souvenez-vous. Pascal Boniface وديع دللا يلى ص ملسو, envoyé de Dieu; nous avait dit de croire aussi à la révélation de son livre Saint qui nous avait mis en garde de ne pas être trop favorable aux sionistes car l' électorat d' origine arabe pèse de plus en plus lourd. »

« Allah écoute bien celui qui Le loue et nous l' avons écouté. Nous avons reconnu la Palestine, nous avons fait cela pour vous. Inch Allah. »

« Qu' Allah notre seigneur exauce ma prière, ô notre Seigneur, et qu' il vous guide vers les urnes et qu' il vous éclaire au moment de glisser votre bulletin de vote. »

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Christian Larnet pour Dreuz.info.

Ordre de PRELEVEMENT PERMANENT (à imprimer)

-0-0-0-0-0-0-0-

- Je m'engage avec vous et vous apporte mon soutien financier durable.
- Je peux interrompre mes versements à tout moment sur simple demande écrite
- Je recevrai un reçu fiscal annuel me permettant de déduire de mes impôts 66% de mes versements. (*)
- J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever :

Chaque mois le somme de :Euros

Date :

Signature :

Organisation bénéficiaire : **A F M N R BP 10008
93161 NOISY LE GRAND Cede**

Mes coordonnées :

Nom :

Adresse :
.....
.....

Code postal : Ville :

.....
.....

Coordonnées de ma banque :

Nom :

Adresse :
.....
.....

Code postal : Ville :

.....
.....

TRES IMPORTANT : J'imprime et je retourne la présente autorisation, accompagnée d'un **relevé d'identité bancaire (RIB) ou postale (RIP)**
Quand vous versez 240 €/an (20€/ mois) cela ne vous coûte en réalité que 81€ 60* avec la déduction d'impôts (*6,80€ par mois)

